

SORHOGECO

SOCIETE RHODANIENNE DE GESTION ET DE COMPTABILITE

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE ET A LA COMPAGNIE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

42 CHEMIN DU MOULIN CARRON – BAT. B2 69130 ECULLY

SAS AU CAPITAL DE 7 622.45 EUROS – SIRET 404 971 830 000 33

Tél. 04 37 65 37 57 Fax. 04 37 65 37 58 contact@sorhogeco.com

Association Maison Familiale Rurale Le Villaret

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

exercice clos le 31 décembre 2024

Association Maison Familiale Rurale Le Villaret

Siège social : 1 Rue Marguerite Frichelet – 74230 THONES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée générale,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Maison Familiale Rurale Le Villaret relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT FINANCIER ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ADHERENTS

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CHARGÉES DE L'ADMINISTRATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction et aux personnes chargées de l'administration de l'association d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction et aux personnes chargées de l'administration de l'association d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association. Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Lyon, le 2 avril 2025


SORHOGECO
EXPERTISE COMPTABLE
COMMISSARIAT AUX COMPTES
42 Chemin du Moulin Carron Bât B2
69130 Ecully
Sorhogeco S.A.S.
Commissaire aux Comptes
04 78 37 65 37 57
contact@sorhogeco.com
Siret 404 971 830 00025

ANNEXE : DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

■ ■ ■

BILAN ACTIF

	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	3 071	3 071		
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	21 211	21 211		823
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	303 173	45 601	257 572	258 565
Constructions	3 492 587	2 225 296	1 267 291	1 358 629
Installations techniques, matériel et outillage industriels	115 903	103 747	12 157	16 822
Immobilisations corporelles en cours				
Autres	475 102	435 887	39 216	65 310
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	68 708		68 708	67 580
Prêts				
Autres				
TOTAL I	4 479 755	2 834 813	1 644 943	1 767 729
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	12 413		12 413	15 733
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	255 722	3 311	252 411	309 872
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	324 324		324 324	259 025
Valeurs mobilières de placement	300 000	3 952	296 048	294 117
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	103 676		103 676	166 430
Charges constatées d'avance	9 091		9 091	9 958
TOTAL II	1 005 227	7 263	997 964	1 055 135
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	5 484 982	2 842 076	2 642 906	2 822 864

BILAN PASSIF

	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	1 908 934	1 975 671
Excédent ou déficit de l'exercice	(153 904)	(66 738)
Situation nette (sous total)	1 755 030	1 908 934
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	214 697	240 564
Provisions réglementées		
TOTAL I	1 969 727	2 149 498
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	36 000	18 000
Provisions pour charges	40 577	45 433
TOTAL III	76 577	63 433
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	256 074	318 052
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	133 939	68 463
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	109 006	86 098
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	41 699	53 412
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	55 885	83 908
TOTAL IV	596 603	609 933
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + I bis + II + III + IV + V)	2 642 906	2 822 864

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	16 650	22 284
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	1 520 858	1 447 612
dont parrainages	48 518	72 144
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	406 667	558 828
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	82 335	68 109
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	1 385	1 660
TOTAL I	2 027 894	2 098 493
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	675 321	690 643
Aides financières	6 351	6 061
Impôts, taxes et versements assimilés	25 363	25 852
Salaires et traitements	949 377	948 959
Charges sociales	352 835	352 261
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	157 989	176 858
Dotations aux provisions	18 000	18 000
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	8 714	162
TOTAL II	2 193 951	2 218 796
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(166 056)	(120 303)
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	2 994	4 329
Autres intérêts et produits assimilés	12 944	5 802
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	1 932	2 444
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	17 869	12 574
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	8 329	8 780
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	8 329	8 780
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	9 540	3 794

COMPTE DE RESULTAT EN LISTE - SUITE

	Exercice N	Exercice N-1
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	(156 516)	(116 509)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	9 185	25 091
Sur opérations en capital	34 328	36 145
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	43 513	61 236
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
Sur opérations de gestion	38 376	11 218
Sur opérations en capital	1 935	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	40 311	11 218
4. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	3 202	50 017
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	590	246
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	2 089 277	2 172 303
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	2 243 180	2 239 041
EXCEDENT OU DEFICIT	(153 904)	(66 738)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

MFR du VILLARET - THONES

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

I. DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL, DES MISSIONS SOCIALES ET DES MOYENS MIS EN ŒUVRE

OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

La Maison Familiale Rurale d'Education et d'Orientation du VILLARET est une association de caractère familial, régie par la loi du 1er juillet 1901.

Sa durée est illimitée. Son siège social est établi 1 rue Marguerite Frichelet – 74230 THONES

L'association a pour but :

- de donner aux familles qui en sont membres les moyens d'exercer leurs droits et d'assumer leurs responsabilités, notamment en ce qui concerne l'éducation, l'orientation et la formation professionnelle, générale, morale et sociale des enfants fréquentant la Maison Familiale Rurale ;
- d'assumer la création, la gestion et la responsabilité légale, morale et financière de la Maison familiale Rurale ;
- de participer à l'animation et au développement du milieu dans lequel est implantée la Maison Familiale Rurale et d'assurer toutes activités d'éducation populaire, de formation des adultes ainsi que toutes actions à caractère éducatif, social ou familial.

L'activité de formation conduite par l'association pourra s'exercer dans le cadre de la formation scolaire, de l'apprentissage ou de la formation professionnelle continue.

L'association pourra éventuellement proposer des activités complémentaires d'accueil, de repas et d'hébergement dont les recettes permettent de concourir à la réalisation de l'objet de l'association.

L'association adopte pour la création et le fonctionnement de la Maison Familiale Rurale les moyens ou méthodes définis par l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales et en particulier :

- la répartition des adolescents(es) en groupes restreints ;
- l'alternance du temps de formation des adolescents(es) dans le milieu professionnel, la famille et dans la Maison Familiale Rurale ;
- l'accueil des adolescents(es) en internat comme partie intégrante de la formation et du projet éducatif à la Maison Familiale Rurale.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES

La MFR propose des formations de BAC Pro Services à la Personne et aux Territoires, Bac Pro ASSP (Accompagnement, Soins, et Services à la Personne), Bac Pro Métiers de l'Accueil, D.E. Auxiliaire de Puériculture, BTSA DATR (Développement Animation des Territoires Ruraux), et préparation aux concours DEAP/DEAS, Accompagnement VAE Métiers Santé/Social, ainsi que des formations spécifiques sanitaires, secourisme, etc., pour des jeunes en formation de type « Initiale scolaire », ou pour des Jeunes et Adultes, alternants en Apprentissage ou Contrat de professionnalisation, ainsi que stagiaires de la Formation Continue.

L'hébergement des internes est assuré par la MFR, qui gère à titre complémentaire des locations occasionnelles des bâtiments au profit de particuliers ou de groupes (colonies de vacances, etc...)

MOYENS MIS EN ŒUVRE

Les locaux sont répartis sur une superficie de 2 228 M², dont 884 M² affectés à l'enseignement dont les salles de cours, et informatique, équipées de matériels récents.

La MFR s'appuie sur un effectif de 23.20 équivalents temps pleins dont 15.78 directement affectés à l'enseignement et l'animation auprès des apprenants.

La MFR est partenaire de la Région AURA, du Département de Haute-Savoie, et des entreprises et collectivités qui financent l'activité de la MFR, et accueillent les apprenant en milieu professionnel.

II. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Néant.

III. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE COMPTABLE

Les états financiers ont été préparés sur la base de la continuité d'exploitation.

A la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration des états financiers 2023, l'association n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

IV. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'exercice social clos le 31/12/2024 à une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les montants sont exprimés en euros.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été arrêtés le 15/04/2025 par le Conseil d'administration.

2. METHODE GENERALE

Les comptes ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code de commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations énoncés par l'Autorité des normes comptables.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

3. NOTES CONCERNANT LES POSTES DE L'ACTIF DU BILAN

3.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le règlement n° 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs a été appliquée ; l'approche par composants est systématiquement appliquée pour les constructions.

3.2. METHODE D'AMORTISSEMENT

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie :

- | | |
|---|---------------|
| - Constructions, | 40 ans |
| - Agencements et installations, Outillages, Véhicules | de 5 à 15 ans |
| - Mobilier et Matériel de bureau et informatique | de 3 à 5 ans |

3.3. STOCKS

Les matières et marchandises sont évaluées à leur coût d'acquisition.

3.4. CREANCES

Elles ont été évaluées pour leur montant nominal. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4. NOTES CONCERNANT LES POSTES DU PASSIF DU BILAN

4.1. FONDS PROPRES

Les fonds propres font l'objet d'une présentation dans un tableau défini par l'article 431-5 du règlement n° 2018-06 qui se substitue aux informations demandées par l'article 833-11 du règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général.

4.2. SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère stable destinées au financement des investissements nécessaires aux activités de l'association.

Une reprise est effectuée à chaque clôture au compte de résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens financés.

4.3. PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES

Néant.

4.4. INDEMNITE DE DEPART EN RETRAITE

La convention collective de l'association prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière. Celle-ci est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salariés présent à la clôture de l'exercice, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements calculés sont intégralement comptabilisés.

4.5. FONDS DEDIES

Les montants portés en fonds dédiés correspondent à des ressources dédiées à des projets définis et que ne sont pas totalement utilisées à la clôture de l'exercice.

5. NOTES CONCERNANT LES POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

5.1. COTISATIONS

Les cotisations perçues par l'association sont sans contrepartie et inscrites dans la rubrique prévue par le règlement ANC n° 2018-06 sur la base d'un appel à cotisation qui constitue le fait générateur de la comptabilisation en produits.

5.2. CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS

Le détail des concours publics et des subventions reçues au cours de l'exercice sont portés dans un tableau annexe.

5.3. PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Ils tiennent compte non seulement des éléments non liés à l'activité normale de la MFR mais également de ceux qui représentent un caractère exceptionnel eu égard à leur montant.

En 2024, la MFR constate 40 311 € en charges exceptionnelles, et 9 302 € en Produits exceptionnels, liées pour 11 416 € au solde des positions comptables du CFA de la FR (2020.2021.2022), 12 813 € aux ajustements de chiffrage des financements OPCO au 31.12.23, 4 391 € sur ajustement de financement ERASMUS 2021/2023, et le reste sur des écarts de règlements de tiers au débit comme au crédit (familles, IJ MSA,...).

5.4. LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

La participation des membres bénévoles au fonctionnement et aux activités de la MFR est encadrée par le règlement intérieur de la MFR qui fixe à l'article 2 les principes de fonctionnement : « *l'association est formée de membres qui s'engagent à participer activement à la marche de la Maison Familiale Rurale et porte le souci du développement de la Maison Familiale Rurale et de la participation active des familles à la vie de l'association...* ».

Sur cette base, la MFR ne recense pas les contributions volontaires de bénévoles.

La Maison Familiale ne bénéficie pas de mise à disposition de biens ou de personnes à titre gratuit.

Il n'y a pas de montants inscrits à ce titre dans les comptes de la classe 8 au pied du compte de résultat.

6. AUTRES INFORMATIONS

6.1. INFORMATIONS RELATIVE AU REGIME FISCAL

La MFR n'est pas assujettie aux impôts commerciaux.

6.2. INFORMATIONS RELATIVES A LA REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Les dirigeants de l'association exercent leurs fonctions bénévolement.

6.3. INFORMATIONS RELATIVES AUX OPERATIONS NON INSCRITES AU BILAN

6.3.1. ENGAGEMENTS DONNES OU REÇUS

Néant.

6.3.2. ENGAGEMENT EN MATIERE DE CREDIT-BAIL

Néant

6.4. EFFECTIF MOYEN EMPLOYE PAR CATEGORIE

<i>Effectif Moyen Cadre</i>	<i>14.15</i>
<i>Effectif Moyen Employés</i>	<i>9.05</i>
<i>Dont Apprenti</i>	<i>0</i>

VARIATION DES FONDS PROPRES

	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	1 975 671	(66 738)			1 908 933
Excédent ou déficit de l'exercice	(66 738)	66 738			0
Situation nette	1 908 934				1 908 934
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	240 564		8 461	34 328	214 697
Provisions réglementées					
TOTAL	2 149 498		8 461	34 328	2 123 631

TABEAU DE RAPPROCHEMENT CONTRIBUTIONS

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	MISSIONS SOCIALES		Frais de recherche de fonds	Frais de fonctionnement	TOTAL COMPTE DE RESULTAT
	Réalisées en France	Réalisées à l'étranger			
Secours en nature					
Mises à disposition gratuites de biens					
Prestations de services					
Personnel bénévole					
TOTAL					

Provisions Inscrites au Bilan

MFR LE VILLARET

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				

Provisions pour litiges Prov. pour garant. données aux clients Prov. pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Prov. pour pensions et obligat. simil. Provisions pour impôts Prov. pour renouvellement des immo. Provisions pour gros entretien et grandes révisions Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres prov. pour risques et charges	45 433		4 856	40 577
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	45 433		4 856	40 577

Prov. sur immobilisations incorporelles Prov. sur immobilisations corporelles Prov. sur immo. titres mis en équival. Prov. sur immo. titres de participation Prov. sur autres immo. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation	21 168 5 883	1 823	19 680 1 931	3 311 3 952
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	27 051	1 823	21 611	7 263

TOTAL GÉNÉRAL	72 484	1 823	26 467	47 840
----------------------	---------------	--------------	---------------	---------------

Immobilisations

MFR LE VILLARET

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement	3 071		
Autres immobilisations incorporelles	21 211		
TOTAL immobilisations incorporelles :	24 282		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	303 173		
Constructions sur sol propre	2 478 020		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	1 005 807		16 868
Installations techniques et outillage industriel	112 695		5 007
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport	22 854		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	342 491		11 542
Emballages récupérables et divers	224 816		1 344
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	4 489 856		34 763
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	67 580		1 128
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL immobilisations financières :	67 580		1 128
TOTAL GÉNÉRAL	4 581 717		35 891

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement			3 071	
Autres immobilisations incorporelles			21 211	
TOTAL immobilisations incorporelles :			24 282	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains			303 173	
Constructions sur sol propre		8 109	2 469 911	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales			1 022 676	
Install. techn., matériel et out. industriels		1 799	115 903	
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport			22 854	
Mat. de bureau, informatique et mobil.		119 148	234 885	
Emballages récupérables et divers		8 797	217 363	
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :		137 853	4 386 765	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés			68 708	
Prêts et autres immo. financières				
TOTAL immobilisations financières :			68 708	
TOTAL GÉNÉRAL		137 853	4 479 755	

Amortissements

MFR LE VILLARET

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Devise d'édition EURO

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.	3 071			3 071
Autres immobilisations incorporelles	20 388	823		21 211
TOTAL immobilisations incorporelles :	23 459	823		24 282
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	44 607	994		45 601
Constructions sur sol propre	1 511 987	65 382	8 109	1 569 259
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	613 211	42 826		656 037
Installations techn. et outillage industriel	95 873	7 873		103 747
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport	22 854			22 854
Mat. de bureau, informatique et mobil.	501 996	38 269	127 233	413 032
Emballages récupérables et divers				
TOTAL immobilisations corporelles :	2 790 529	155 343	135 342	2 810 530
TOTAL GÉNÉRAL	2 813 988	156 166	135 342	2 834 813

VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	823		
TOTAL immobilisations incorporelles :	823		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	994		
Constructions sur sol propre	65 382		
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	42 826		
Installations techniques et outillage industriel	7 873		
Installations générales, agencements et divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique et mobilier	38 269		
Emballages récupérables et divers			
TOTAL immobilisations corporelles :	155 343		
Frais d'acquisition de titres de participations			

TOTAL GÉNÉRAL	156 166		
----------------------	----------------	--	--

Produits à Recevoir

MFR LE VILLARET

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Devise d'édition EURO

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
<div>Immobilisations financières</div> <div>Créances rattachées à des participations</div> <div>Autres immobilisations financières</div> <div>Créances</div> <div>Créances clients et comptes rattachés</div> <div>Personnel</div> <div>Organismes sociaux</div> <div>État</div> <div>Divers, produits à recevoir</div> <div>Autres créances</div> <div>Valeurs Mobilières de Placement</div> <div>Disponibilités</div>	<div>61 892</div> <div>159 633</div>
TOTAL	221 525

Charges à Payer

MFR LE VILLARET

Période du 01/01/24 au 31/12/24
Devise d'édition EURO

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 046
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	18 551
Dettes fiscales et sociales	42 874
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	
TOTAL	62 471

Charges et Produits Constatés d'Avance

MFR LE VILLARET

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Devise d'édition EURO

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	9 091	55 885
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	9 091	55 885

État des Échéances des Créances et Dettes

MFR LE VILLARET

Période du 01/01/24 au 31/12/24

Devise d'édition EURO

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
TOTAL de l'actif immobilisé :			
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux	3 311	3 311	
Autres créances clients	231 639	231 639	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	784	784	
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée			
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés			
État - Divers	62 392	62 392	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	259 633	259 633	
TOTAL de l'actif circulant :	557 760	557 760	
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	9 091	9 091	

TOTAL GÉNÉRAL	566 851	566 851	
----------------------	----------------	----------------	--

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	201 463	28 135	122 755	50 573
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	133 224	133 224		
Personnel et comptes rattachés	31 010	31 010		
Sécurité sociale et autres organismes	65 303	65 303		
Impôts sur les bénéfices	590	590		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	12 103	12 103		
Dettes sur immo. et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Dette représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	55 885	55 885		

TOTAL GÉNÉRAL	499 578	326 250	122 755	50 573
----------------------	----------------	----------------	----------------	---------------